

Intensification des pratiques et différenciation de la paysannerie en Sierra Leone

**Augustin Palliere doctorant AgroParisTech, UMR Prodig / Université Paris Ouest
Nanterre La Défense, UMR LAVUE**

augustin.palliere@gmail.com

06-49871853

15 rue Bellier Dedouvre

75013 Paris

Résumé

La faiblesse de la productivité du travail de l'agriculture paysanne sierra-léonaise est aujourd'hui une cause profonde de la pauvreté dans les campagnes et dans le pays en général. On montre d'abord, sur la base de l'étude d'une petite région au nord du pays et à travers deux exemples historiques – l'adoption de la riziculture inondée dans les années 50 et de la culture du tabac dans les années 80 – que l'intégration aux échanges marchands dans des conditions défavorables est déterminante pour comprendre la crise agraire actuelle. Cette tendance s'est accompagnée du développement des échanges marchands de force de travail entre unités de production. Mais alors que l'agriculture est restée à très faible niveau de capital, la différenciation de la paysannerie reste limitée et les stratégies d'accumulation des producteurs sont souvent complexes.

The weakness of the labour productivity of the peasant agriculture is a deep cause of the poverty in the Sierra Leone rural areas. Two historical examples, based on the study of a small northern region – the adoption of the swamp rice cropping in the 50s and tobacco cropping in the 80s – show that the market integration in adverse conditions is critical to understand the current agrarian crisis. This trend was accompanied by the development of labour force exchanges between production units. But while the agriculture remained at low level of capital intensity, the differentiation of the peasantry is limited and accumulation strategies of the producers are often complex.

Mots clés :

Intensification agricole. Productivité du travail. Marchandisation des rapports sociaux. Différenciation économique. Accumulation.

Code JEL : Q12

Introduction

Dans les pays non industrialisés, l'intensification agricole s'est essentiellement traduite par un accroissement de la quantité de travail investit par unité de surface et par une tendance à la baisse de la productivité journalière du travail (Jouve, 2006). Cette tendance est à l'origine de la crise profonde que ces agricultures traversent aujourd'hui. Ainsi, les paysanneries africaines à très faible niveau de capital, qui pratique une agriculture strictement manuelle, sont lourdement pénalisées par la concurrence sur le marché mondial avec des agricultures beaucoup plus performantes (Mazoyer et Roudard, 2002).

Un cadre analytique classique, dont les références incontournables sont les essais de Malthus (Malthus, 1970) et de Boserup (Boserup, 1965), fait de la croissance du rapport population / ressources à la fois le moteur de l'intensification agricole et la cause profonde de la crise de ces paysanneries africaines. Pour le premier les ressources disponibles sont données, dans le second, au contraire, c'est la « pression démographique » qui constitue le facteur indépendant, capable d'inciter les paysans à adopter des pratiques plus intensives (voir la critique de Cochet, 2004). L'histoire des dynamiques agraires d'une région donnée se résumerait à l'alternance de crises malthusiennes (dégradation de l'environnement, « exploitation minière » de la ressource, appauvrissement des paysans, migrations, ...) et d'évolutions boserupiennes (intensification, enrichissement, ...) (Jouve, 2006 ; Pollini, 2012).

L'intégration croissante au XXe siècle des paysanneries africaines dans le capitalisme mondiale et la déstructuration de l'économie domestique (Meillassoux 1975) est absente de ce cadre d'analyse. Les dynamiques socio-économiques internes aux paysanneries restent invisibles. Certains auteurs, en se focalisant au contraire sur cette tendance, ont développé des modèles généraux de différenciation des sociétés rurales « en classe » (Kautsky, 1899 ; Bernstein, 2011). Cependant, ces derniers nous semblent peu convaincants à leur tour pour analyser la trajectoire historique et la crise actuelle des paysanneries marginalisées d'Afrique

subsaharienne à l'échelle locale.

Pour sortir de ces cadres d'analyse étroits et intégrer à l'échelle d'un territoire les dimensions agro-écologiques et socio-économiques des dynamiques agraires, nous avons mobilisé pour ce travail les concepts de l'analyse des systèmes agraires, entendu comme le concept qui « englobe à la fois le mode d'exploitation et de reproduction d'un ou plusieurs écosystèmes et donc le bagage technique correspondant (outillage, connaissances, savoir-faire), les rapports sociaux de production et d'échange qui ont contribué à sa mise en place et à son développement, les modalités de la division sociale du travail et de la répartition de la valeur ajoutée, les mécanismes de différenciation entre les unités de production élémentaires, ainsi que les conditions économiques et sociales d'ensemble, en particulier le système de prix relatifs, qui fixent les modalités de son intégration plus ou moins poussée au marché mondial » (Cochet, 2011, p.34). Dans ce cadre la différenciation est comprise comme le processus d'accentuation et de reproduction des disparités économiques entre différentes régions ou entre différents types d'unités de production agricole au sein d'une même région. Ce processus est souvent associé à l'accumulation différentielle de capital productif. La différenciation des système de production représente la dimension économique de la différenciation sociale entre producteurs dans les campagnes. Pour notre propos, il est essentiel de distinguer ce processus des disparités qui peuvent exister à un temps t entre les performances économiques de différentes unités de production agricole sans nécessairement qu'elles tendent à s'accentuer et à se reproduire. Il faut également distinguer la différenciation de la diversification des systèmes de production qui renvoie à la multiplication, à l'échelle de la région étudiée ou à l'échelle de chaque unité de production, des pratiques, des cultures, des modes d'exploitation du milieu et même des activités productives en générale.

Les campagnes sierra-léonaises sont aujourd'hui parmi les plus pauvres du monde¹. Sur

¹Alors que 58% des sierra léonais sont des ruraux, 30 % souffrent de sous-nutrition. (FAO STAT 2012). L'espérance de vie (48 ans) place le pays en dernière position mondiale (WHO).

la base de l'étude d'une petite région du nord du pays, la Sella Limba, nous montrons, dans une première partie, que la marchandisation des rapports sociaux dans les campagnes a joué un rôle essentiel dans les dynamiques socio-économiques comme agro-écologiques. L'intégration, relativement tardive, de la région à l'économie nationale orientée vers l'extraction minière est au cœur des processus d'intensification agricole historiques. Le développement des échanges marchands de forces de travail, d'abord dans les mines puis dans les villages mêmes, a conduit à l'éclatement des groupes domestiques² en unités de plus faible taille et à l'existence souvent précaire. Les disparités entre les performances économiques de ces unités de production se sont accrues. Mais, alors qu'aucune accumulation dans des moyens de production plus performants n'a été possible, nous expliquons pourquoi, dans une seconde partie, ces disparités en sont pas synonyme d'une différenciation durable des systèmes de production ou d'une différenciation en classe de la société paysanne.

Première partie : intensification agricole et marchandisation des rapports sociaux

La Sella Limba est un « chiefdom » (unité administrative de base en Sierra Leone) de 400 km² au nord de la Sierra Leone. Le climat en Sierra Leone est tropical humide avec une saison des pluies et une saison sèche bien marquées. En Sella Limba, il pleut environ 1800 mm de mai à octobre, le calendrier des précipitations déterminant fortement le calendrier agricole. La Sierra Leone appartient à la zone de transition entre le domaine guinéo-congolais de la forêt ombrophile et le domaine soudanien des forêts sèches et des savanes (Aubréville, 1949 ; White, 1981). On décrit souvent les paysages de cette grande région comme des « mosaïques forêt-savane » ((Blanc-Pamard, 1979) en Côte d'Ivoire, (Fairhead et Leach, 1996) en Guinée). Le relief est constitué de collines basses au sommet aplani séparées par des zones inondées périodiquement, les bas-fonds.

² Défini au sens de l'anthropologie économique (Meillassoux 1975). En Sella Limba, le groupe domestique est longtemps resté le lieu où se décidait et se déroulait l'essentiel de la circulation du travail et de son produit.

Comme le reste de la Sierra Leone, la Sella Limba a connu au XXe siècle une croissance démographique importante. En 1931, McCulloch, (1964) indique 60 hab / km² pour les « Limbas Sela », une densité de population déjà élevée pour la région. Or la densité rurale du *chiefdom* de la Sella Limba était en 2004 d'environ 130 hab / km² (Statistics Sierra Leone, 2006), contre une moyenne nationale de 70 hab / km².



Figure 1 : Localisation de la région étudiée

Dans les années 40 : Abattis-brûlis et circulation du travail et de subsistances au sein des groupes domestiques³

Dans les années 40, comme en témoignent les plus vieux villageois et les photos aériennes anciennes, les recrûs arborés, associant lianes et arbres à croissance rapide dans une formation végétale dense, dominaient alors les collines. L'abattis-brûlis était le principal mode d'exploitation de ces recrûs arborés : coupés à la hache et au sabre d'abattis, les souches des arbres sont laissées intactes. Après le brûlis, le semis du riz, associé à un complexe cultural très riche, était accompagné d'un grattage superficiel à l'aide d'une houe au fer étroit.

³ L'essentiel des sources de l'analyse historique est constitué par les témoignages de paysans sella limba, des deux sexes et de tout âge, réalisés dans le cadre d'un doctorat entre mars 2007 et décembre 2011. L'objectif de ces enquêtes était notamment l'étude historique détaillée, sur 3 à 4 générations de producteurs, des rapports sociaux qui règlent la circulation et le partage de la force de travail.

L'entretien des parcelles mobilisait les femmes (désherbage) comme les hommes (construction de barrières) avant les récoltes qui s'étalaient de la fin de la saison des pluies au début de la saison sèche. En seconde année, arachides et fonio étaient cultivés sur une partie de la parcelle. Ensuite, la reproduction de la fertilité était assurée par le développement du recrû arboré spontané : les essences de ces formations végétales étaient toutes caractérisées par une capacité à émettre des rejets de souches et des drageons et à recoloniser très rapidement une parcelle abandonnée après la récolte. Les paysans assurent que, même à l'époque, 5 à 7 années suffisaient pour retrouver une parcelle apte à la culture.

A la tête de chaque groupe domestique, on trouvait alors un homme âgé désigné comme « l'aîné⁴ » (*mayon ma*, le premier). Chaque année, il désignait l'emplacement du « grand essart » (*tembuy*). Environ une dizaine de travailleurs de chaque sexe travaillaient sous son autorité dans cette grande parcelle. La récolte de riz paddy était placée dans des coffres en bois sous le contrôle strict de l'aîné, responsable de la conservation des semences et de la distribution du paddy pour la consommation quotidienne. Le contrôle des cadets par les aînés reposait, à l'échelle des cycles viagers, sur celui de la circulation des épouses entre les villages⁵. Ce sont les aînés qui procuraient à leurs fils des épouses. Tous les témoins insistent sur l'âge tardif auquel les jeunes hommes se mariaient alors. La « patience » dont les cadet(te)s faisaient preuve était alors la manifestation du « respect » témoigné envers leurs aîné(e)s.

Durant les premières décennies du protectorat britannique, décrété en 1896, la Sella Limba resta isolée par rapport aux régions proches des comptoirs commerciaux de l'embouchure des rivières du nord ou des stations chemin de fer achevé en 1907 (Riddell 1970 ; Deveneaux 1973 ; Sibanda 1979 ; Alie 1990). Jusqu'au début des années 1950, les opportunités économiques permettant aux cadets d'échapper au contrôle des aînés,

⁴Dans la suite du texte nous utiliserons ce terme qui fait référence à une certaine institutionnalisation du rapport d'antériorité vis à vis des « cadets » (Paul 2003 : 309)

⁵ La société sella limba est patrilinéaire et virilocale.

opportunités qui se multiplieront durant les dernières années du protectorat, étaient alors très limitées. Le grand essart de l'aîné et la production vivrière absorbait la quasi-totalité du travail des individus productifs de l'unité de production, tandis que la quasi-totalité du produit agricole circulait en sens inverse, redistribué pour la consommation quotidienne par l'aîné à tous les membres productifs, post-productifs et pré-productifs de sa « maison ». Seule une part marginale du produit agricole faisait l'objet d'échanges marchands (noix de kola, noix de palmiste).

Le développement de la riziculture inondée (1950-1960)

Dans les années 50, les jeunes paysans sella limba adoptent massivement la pratique de la riziculture inondée dans les bas-fonds. Quand un nouveau bas-fond est défriché, il est d'abord exploité de la même manière que les parcelles pluviales d'abatis-brûlis. Après quelques années de culture successives, une végétation herbeuse hydrophile se développe. Des pratiques plus exigeantes en travail se développent pour permettre l'exploitation plus régulière des parcelles. Au début de la saison des pluies, les paysans commencent par couper à ras du sol ce couvert herbeux à l'aide de longues machettes à la lame longue et légère. Cette biomasse végétale est laissée à pourrir pendant 3 à 6 semaines pendant que la lame d'eau monte. Il faut ensuite, à l'aide d'une houe au fer beaucoup plus large que celle utilisée dans les parcelles d'abatis-brûlis, retourner des mottes de terre et d'herbes pourries pour effectuer un véritable labour. Le riz est ensuite repiqué ou semé en fonction des conditions spécifiques à chaque portion de parcelle. L'exploitation des terres devient beaucoup plus régulière (2 années de friche pour 3 à 4 années de culture consécutives), mais le nombre de journées de travail à l'hectare augmente considérablement (100 jours de travail par ha, friche comprise, contre 24 dans le cas de l'abatis-brûlis). De plus si les rendements en bas-fond étaient probablement meilleurs qu'en culture sur brûlis pluvial (aujourd'hui environ 1500 kg de riz paddy / ha contre 1000)⁶ il est également probable que la productivité physique journalière du travail des

⁶Estimations des rendements issues des enquêtes réalisées dans toute la Sella Limba entre 2007 et 2011.

nouvelles pratiques était plus faible (aujourd'hui environ 9 kg de paddy / jour pour la culture sur brûlis contre 7 pour la riziculture inondée). L'adoption de la riziculture inondée correspond donc bien à un processus d'intensification par le travail. La croissance démographique a-t-elle été le moteur de ce processus ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de considérer l'évolution rapide que connaissent à cette époque les rapports sociaux.

Dans les années 1950, le secteur diamantifère, à l'est du pays, connut un essor spectaculaire. L'extraction manuelle des diamants alluviaux, longtemps interdite, est autorisée en 1956 (Zack-Williams 1982). Industrie à très faible niveau de capital, les mines nécessitaient une importante main d'œuvre. Pour les jeunes hommes sella limba, il s'agissait d'une opportunité nouvelle : leur travail acquit une valeur d'échange, même si profiter de cette opportunité supposait de quitter le village. Choix difficile car il était synonyme de rupture d'avec le lignage. Les aînés ne pouvaient en effet accepter d'être privés du travail de ces individus à la formation desquelles ils avaient contribué. En quittant le village et le groupe domestique, les cadets remettaient en question son fonctionnement.

Mais les aînés participèrent également à la déstructuration de ce système social. Le développement du secteur minier créa en effet une forte demande en vivrier pour nourrir les mineurs (Levi 1975 ; Richards 1996 : 51). Rapidement, des commerçants s'installèrent en Sella Limba à la recherche de riz à revendre dans les districts diamantifères. Ils proposaient en échange aux paysans de nouveaux produits manufacturés (habits de prestige, poste radio, tôles ondulées pour le toit des maison, ...). Ainsi, la production vivrière acquit elle aussi une valeur d'échange et les aînés ont cherché à jouir du travail des cadets pour profiter de cette nouvelle opportunité.

Les techniques de la riziculture inondée de bas-fonds permettaient à la fois de répondre à l'opportunité offerte par l'émergence du marché vivrier et de retenir une partie des jeunes au

village. En échange du travail fourni dans la grande parcelle d'abatis-brûlis, les aînés offrirent aux cadets la possibilité de cultiver à leur compte une parcelle de riz inondée dans les bas-fonds, souvent par groupe de frères utérins : après les semailles dans les champs pluviaux, les jeunes travailleurs descendaient labourer et repiquer les bas-fonds. La récolte du riz inondé avait également lieu après celle du riz pluvial. Les jeunes tiraient d'une petite partie de leur production pour eux aussi accéder aux nouveaux biens de consommation disponibles sur le marché.

La riziculture inondée représentait aussi un mode d'exploitation du milieu nouveau. Il ne reposait plus sur le recrû spontané entre deux cycles de culture mais sur l'aménagement de la parcelle cultivée : défrichage, dessouchage, élargissement, drainage, planage... En réalisant un investissement pluriannuel durable en travail, les cadets de l'époque, généralement associés en phratries utérines, s'approprièrent de facto les parcelles aménagées. Cette appropriation amorça le processus d'éclatement de l'unité de production : disposant désormais de leurs propres stocks de semences et parcelles, les groupes de frères utérins saisirent plus systématiquement l'occasion du décès de l'aîné pour refuser la succession collatérale. Refusant de se placer sous l'autorité d'un frère cadet du défunt, ils constituaient de nouveaux groupes autonomes. On aboutit donc à moyen terme à la multiplication d'unités de plus petite taille dont les caractéristiques socio-démographiques s'opposaient désormais au fonctionnement quasi-autarcique des anciennes unités de production. Ainsi le développement de la riziculture inondée a d'abord été le résultat de l'évolution des rapports sociaux dans le contexte de l'intégration économique de la région avant de contribuer à son tour à la déstructuration de l'ancien système social fondé sur les rapports d'antériorité.

Les témoignages historiques ne recèlent, en ce qui concernent les années 50 et 60, aucun indice relatif à une baisse de la durée des recrûs arborés, des rendements et de la productivité du travail en abatis-brûlis. Le schéma boserupien qui en apparence pourrait expliquer ce processus d'intensification des pratiques dissimule dans ce cas les véritables motivations des

producteurs liées au développement de nouvelles opportunités résultant de l'intégration de la région dans les échanges marchands et de l'évolution des rapports sociaux au sein des unités de production de l'époque.

La culture intégrée du tabac (1975-1991) et ses conséquences à long terme

Cependant, le développement du secteur vivrier marchand sierra léonais a été précocement sacrifié par les importations massives de riz asiatique destinées à contenir les salaires des mineurs (Richards 1996 : 51). A l'échelle nationale, la croissance de la production vivrière stagne, puis décline et qu'augmentent les importations au rythme de la croissance des villes et des mines. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle culture commerciale se développe directement sous l'impulsion d'une multinationale. Via sa filiale locale, la *British and American Tobacco* obtint du gouvernement le monopole de la production et de la commercialisation du tabac dans tout le nord de la Sierra Leone. Elle mit en place un modèle de culture intégrée : en échange de l'avance des frais de campagne, notamment des engrais de synthèse, les paysans s'engageaient à suivre un itinéraire technique précis et à vendre l'intégralité de leur tabac à la compagnie. A partir de 1975, la filière intégra un grand nombre de paysans, infléchissant lourdement les dynamiques agraires locales :

- La compagnie imposait le dessouchage des recrûs arborés dans les parcelles de tabac. Dans un contexte de croissance démographique soutenue, cette pratique entraîna le recul rapide des recrûs arborés au profit des couverts graminéens. La reproduction de la fertilité ne reposait plus alors sur le développement des recrûs arborés mais sur la construction de billons chaque année dans les parcelles pluviales et l'importation d'engrais de synthèse avancé par la compagnie contre la récolte future.
- Cette culture, très exigeante en force de travail, rentrait directement en concurrence avec la production vivrière. Pour inciter les paysans à lui fournir plus de tabac, la compagnie faisait également crédit aux tabaculteurs de riz importé, payable à la

récolte : les sacs de riz asiatique prirent à cette époque une place dans l'économie locale qu'ils ne céderont plus.

- Le développement d'une culture à vocation uniquement commerciale établit un rapport presque direct entre la journée de travail et sa valeur monétaire. Les jeunes d'alors racontent encore aujourd'hui l'agacement qu'ils ressentaient à travailler pour que l'aîné s'enrichisse à leurs dépens. Les échanges marchands de force de travail entre paysans – journées de travail contre argent – émergèrent alors. Leur développement offre la possibilité aux aînés de mobiliser ponctuellement, aux moments les plus opportuns, des travailleurs dont ils n'avaient plus à assurer l'entretien l'année durant. L'éclatement des groupes domestiques de naguère s'accéléra, les unités de production rassemblant à chaque génération de moins en moins d'actifs (aujourd'hui en moyenne entre 3 et 4).

La période du tabac (1975-1996) est donc caractérisée par l'accentuation de la marchandisation des rapports sociaux au sein même de la paysannerie. A la fin des années 1990, la propagation de la guerre civile dans la région étudiée⁷ et la disparition de la filière tabac entraîne le ralentissement des activités commerciales.

Dans les dynamiques agraires récentes de la région étudiée, l'augmentation de la densité de population en Sella Limba est une tendance lourde. Elle a joué un rôle important dans les dynamiques agraires et dans le recul des recrû arborés et de l'abatis-brûlis au profit des couverts graminéens et de la pratique du billonnage des parcelles. Mais la croissance démographique n'explique pas seule la dégradation des conditions agro-écologiques. Les conditions d'intégration de la paysannerie dans l'économie nationale et mondiale ont pesé lourd également dans la trajectoire de ce système agraire et dans le développement d'une crise

⁷ La guerre civile démarre en mars 1991, mais n'affecte directement la Sella Limba qu'à partir de 1996 et surtout d'octobre 1998, quand les rebelles du RUF installent leurs quartiers dans le bourg de Kamakwie, jusqu'à la fin officiel du conflit 3 ans plus tard. Le RUF a peu recruté parmi les jeunes ruraux de Sella Limba et le *chiefdom* n'a pas connu d'afflux massif de réfugiés.

agraire multiforme (écologique, sociale et économique) de la paysannerie sella limba.

Baisse de la productivité journalière et faiblesse de la productivité globale du travail

Pour faire face à la dégradation des conditions agro-écologiques et pour pallier à l'incapacité d'accéder à des engrais de synthèse après la déstructuration de la filière intégrée, les paysans poursuivent l'intensification des modes d'exploitation du milieu. On observe la généralisation d'un mode d'exploitation du milieu qui repose sur l'alternance de la culture du piment sur billon avec des céréales à cycle court et des légumineuses (pois cajan et arachides)⁸. C'est au prix d'un travail toujours plus important (aujourd'hui environ 100 jours par ha, période de recrû comprise, sur les terres pluviales comme dans les bas-fonds) que les paysans parviennent à maintenir des niveaux de fertilité organique et minérale acceptables et à limiter le développement des adventices malgré le recul des friches arborées. Mais la productivité brute journalière du travail agricole des paysans a nettement décliné. Les systèmes de culture qui reposent sur la culture du riz pluvial en abatis-brûlis, pratiques encore observables aux confins nord de la région étudiée, ont une productivité d'environ 3,6 € par jour de travail⁹. Les systèmes de culture des savanes qui reposent sur le billonnage régulier des parcelles, beaucoup plus répandus, ont une productivité d'environ 2,7 € par jour de travail¹⁰.

La diversification des systèmes de production a permis de compenser partiellement cette baisse de la productivité journalière : les paysans ont multiplié les petites parcelles et ont cherché à profiter de toutes les hétérogénéités du milieu pour étaler au maximum les calendriers agraires. Les activités de contre-saison, agricole (extraction huile de palme, transformation tubercule en farine, etc.) et extra-agricole (notamment orpillage) se sont

⁸Stromgaard (1990) décrit un mode d'exploitation très proche en Zambie

⁹ Pour faciliter la compréhension du texte, les sommes sont indiquées en euros, à la décimale près. En 2011, durant la période de recherche de terrain, 1 euro équivalait en moyenne à 5 500 leones.

¹⁰ Ces données, qui datent de 2011, sont le résultat de l'analyse des pratiques agricoles à l'échelle des systèmes de culture basée la décomposition du paysage en facettes agro-écologiques et d'un zonage de la région étudiée (sur ces concepts : Sébillotte 1976 ; Cochet 2011a et 2012). Notons que la quantification des niveaux de la productivité journalière à l'échelle des systèmes de culture intègre aussi bien les parts vendue qu'auto-consommée du produit agricole.

également développées. Sans moyens de production plus performants, cette diversification permet d'obtenir des gains, certes limités, en terme de productivité globale du travail (par actif et par an).

Dans ces conditions, quelles sont les marges d'accumulation possible pour les paysans sella limba ? Pour analyser les résultats économiques des unités de production, nous avons distingué d'une part la Valeur Ajoutée (VA), c'est-à-dire le résultat du processus technique de production et d'autre part le revenu agricole (RA) qui reflète quant à lui les conditions d'accès aux moyens de production et en conséquence les modalités de l'appropriation sociale du produit (Cochet 2011a et 2012)¹¹.

La valeur ajoutée dégagée par actif par an dépend étroitement de la surface qu'il est en mesure de billonner à la houe et de désherber manuellement entre les mois de mai et d'août. Dans les conditions courantes¹², un actif peut cultiver annuellement 0,1 ha en bas-fond et 0,8 ha en terres pluviales pour un produit brut par actif et par an de l'ordre de 460,6 € (dans des conditions de rendements « normales »). Après déduction de la valeur des semences (65,8 €), on obtient une valeur ajoutée par actif et par an de 394,7 €, la valeur du capital immobilisé – l'outillage manuel – étant négligeable. La part de la valeur ajoutée qui revient au producteur (308,7 €) est déduite en retranchant la part de la récolte qui est concédée aux aînés du lignage fondateur, distributeurs des droits d'usufruit de la terre, ainsi que les divers dons consentis au moment de la récolte.

Nous pouvons par ailleurs distinguer la part du revenu qui permet la reproduction

¹¹ La première exprime la création de richesse, c'est-à-dire à la différence entre la valeur de toutes les richesses produites (produit brut) et la valeur des richesses détruites. Le RA correspond à ce qui revient finalement au producteur après le partage de la valeur ajoutée en fonction des rapports sociaux qui déterminent l'accès aux moyens de production (force de travail extérieure à l'unité de production, accès au foncier, éventuellement accès au capital).

¹² Tous les résultats qui suivent proviennent de l'analyse des 58 études de cas menés en Sella Limba. La constitution de notre échantillon a reposé sur un zonage agro-écologique (Palliere, 2013) et sur les résultats de notre analyse historique. L'exposition complète de la méthode et des hypothèses nécessaires pour les calculs économiques excèdent les limites de cet article (Cochet, 2011a et 2012). Signalons néanmoins qu'il repose, pour chaque unité de production / consommation, sur un inventaire précis des actifs et des consommateurs en présence, des parcelles cultivées par chaque individu et de l'origine et de la destination de la force de travail mobilisée. VA et RA correspondent à la valorisation, le plus souvent au prix du marché de détail, de toutes les productions : cultures en rotation et en association, récoltes vendues, intra ou auto-consommées, données, ...

simple de l'unité d'un cycle agricole à l'autre (c'est-à-dire sa reproduction à l'identique, dans son fonctionnement social et technique), de celle qui permet d'envisager sa reproduction élargie (le surplus). Le nombre moyen de consommateurs¹³ par actif est, aujourd'hui en Sella Limba, d'environ de 1,9 (soit 0,9 inactif /actif). Ce rapport varie sensiblement d'une unité à l'autre et nous reviendrons sur ce point essentiel. La quasi-totalité du revenu agricole (92%) est consacrée à la subsistance des membres du groupe (producteurs, pré- et post-producteurs)¹⁴. Dans les conditions (techniques, économiques et sociales) actuelles, le surplus moyen par actif agricole est donc très faible (de l'ordre de 24,7 €) et la reproduction simple des unités est à peine assurée (figure 2).

Cette situation moyenne masque les effets des nombreux aléas (climatique, économique, politique, etc.) et de la morbidité (maladie, accidents) qui pèsent sur la production et les travailleurs. Étant donné la faiblesse du surplus dégagé, le moindre accident peut menacer à court terme la survie des petites unités de production. Dans ces conditions, les différentes formes de solidarité qui se tissent au sein de la paysannerie restent une nécessité. Les dons concédés à la récolte, dont on a vu l'importance dans la valeur ajoutée totale, constituent la forme la plus visible de cette solidarité. Ainsi, la précarité des unités explique, comme on va le voir, la coexistence de stratégies en apparence contradictoires.

¹³ Pondéré par l'âge des consommateurs (0,5 pour les enfants qui ne participent pas encore au *kune*, 1 pour tous les autres). Cette pondération un peu grossière est inspirée de la manière dont les cuisinières calculent la ration en riz pour leur marmite (en *cup* et demi *cup* de riz décortiqué).

¹⁴ Consommation alimentaire d'un consommateur en Sella Limba : 126 kg de riz blanc, 14 kg d'huile de palme, 18 kg d'arachide coque, 90 kg de manioc frais, 6 kg de pois cajan et l'équivalent de 41,3 € d'ingrédients achetés (poissons, glutamate, sel, ...). Les autres besoins vitaux, comme l'habillement ou les produits d'hygiène (hors soins médicaux), ont un coût négligeable.

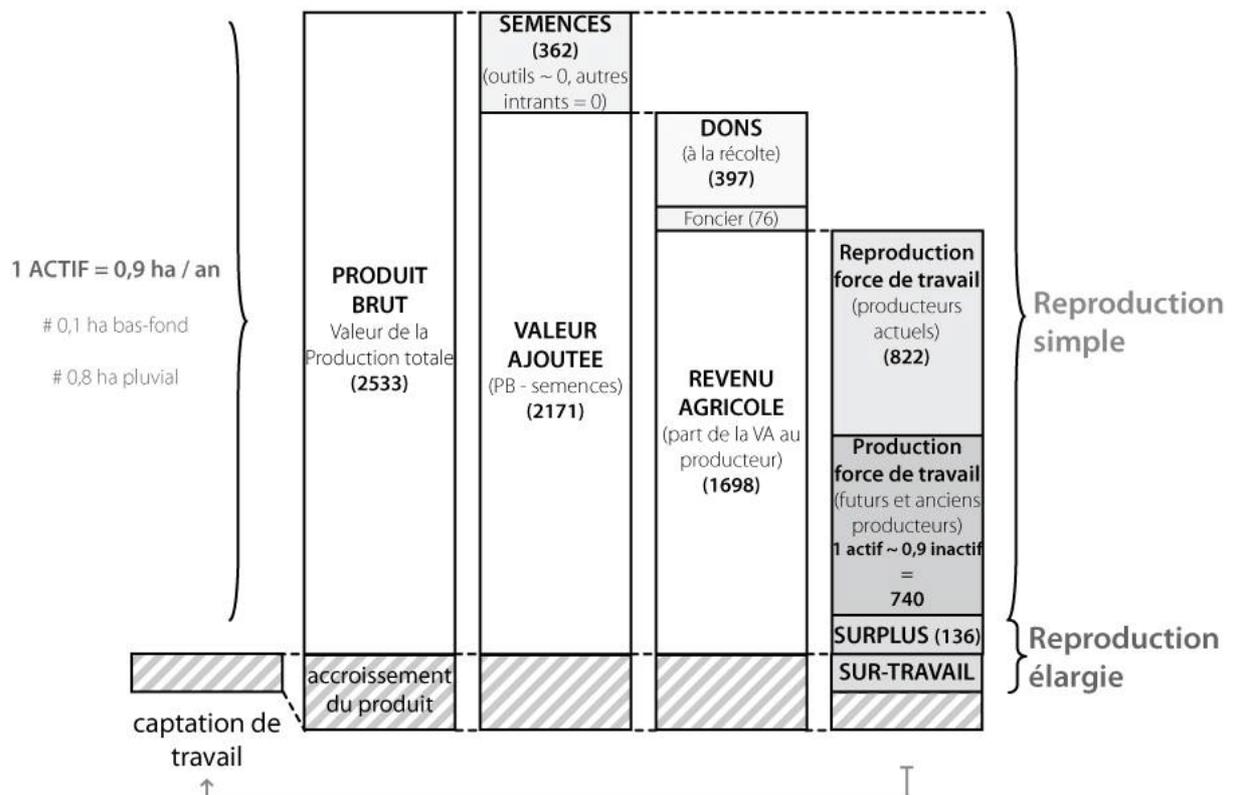


Figure 2: *Reproduction simple, reproduction élargie de l'unité de production / consommation*

Deuxième partie : marchandisation des rapports sociaux et stratégies d'accumulation hybride des producteurs

Dans ces conditions, la marchandisation des rapports sociaux se traduit-elle par la différenciation des unités de production ?

Échanges marchands de journées de travail et disparité de revenus agricoles en Sella Limba

Aujourd'hui, au sein des villages, la grande majorité des échanges de journées de travail entre les unités de production – marchands ou non – passent par l'institution des groupes de travail saisonniers, les *kune*. La contribution de chaque membre est soumise à une comptabilité rigoureuse : pour une *kune* de 20 membres, par exemple, chacun disposera des 20 travailleurs 5 journées par an entre mai et septembre. « *You work for me, I work for you* » répètent à l'envi les paysans pour souligner la solidarité qui règnent au sein des *kune*. Mais cette description masque leur fonctionnement réel dont l'observation révèle des

stratégies de captation de travail¹⁵. Il est en effet possible de vendre son tour de *kune* en échange de riz ou d'argent. Si certains paysans s'y résolvent, c'est toujours par défaut de capital circulant. Telle parcelle destinée au riz pluvial est prête à être ensemencée, par exemple, mais son propriétaire ne dispose pas des semences. Il peut alors échanger avec un autre disposant d'un surplus de semences un tour de *kune* de 20 membres contre 20 *pans*¹⁶ de semences ou 18,2 €. Des tours de *kune* sont également vendus pour se procurer de la nourriture pendant la soudure. Au cœur de la saison des pluies, alors que chacun se consacre à lutter contre l'enherbement de ses parcelles, la vente d'une *kune* de 20 membres peut permettre à une femme de nourrir 5 personnes en riz importé pendant une dizaine de jours. Or, le coût d'un homme-jour au sein d'une *kune* est inférieur à la productivité journalière moyenne agricole, ce qui justifie l'investissement des acheteurs.

Ces échanges de journées de travail ont lieu au moment où la force de travail atteint son coût d'opportunité maximum, c'est à dire durant la fenêtre mai-août durant laquelle il faut billonner, semer et désherber toutes les parcelles pluviales et inondées. Chaque journée de travail captée à l'extérieur de l'unité de production durant cette fenêtre calendaire permet d'augmenter la surface cultivée, au détriment évidemment de l'unité de production pourvoyeuse. Le coût d'un « homme-jour » au sein d'une *kune* (environ 1 €) est inférieur à la productivité journalière moyenne agricole. Afin d'augmenter le surplus qu'ils dégagent, les paysans tentent donc de consacrer une part de leur récolte à la captation de journée de travail. A chaque cycle de culture, les ressources injectées dans le processus de production pour capter du travail proviennent du surplus dégagé durant le cycle de culture précédent. Il y a donc potentiellement accumulation de capital circulant (vivrier et argent) et reproduction élargie de l'unité de production. En absence d'accès à des moyens de production plus performants, cette accumulation est la seule source potentielle de différenciation au sein de la paysannerie. Pour estimer l'ampleur de cette accumulation différentielle, et comprendre sous

¹⁵Voir Pilot (1993 : 195-248) comme exemple d'une analyse détaillée de ce type de stratégie dans le cas d'Haïti.

¹⁶Le *pan* (une bassine de plastique) de riz paddy en Sella Limba pesait en 2011, environ 2,5 kg de paddy.

qu'elle forme elle se cristallise, nous allons considérer la place relative des ressources consacrées à la captation de travail, le surplus ainsi créé, et analyser son utilisation.

Les unités de production les mieux dotées en capital circulant (riz ou trésorerie) consacrent jusqu'à 272,7 € à la captation de travail. A l'opposé, parmi les unités de production poussées à vendre des journées de travail, certains paysans vendent jusqu'à l'équivalent d'environ 55 €.

La figure 3 indique que le RA/actif d'une unité de production est bien proportionnel la quantité de travail extérieur capté¹⁷.

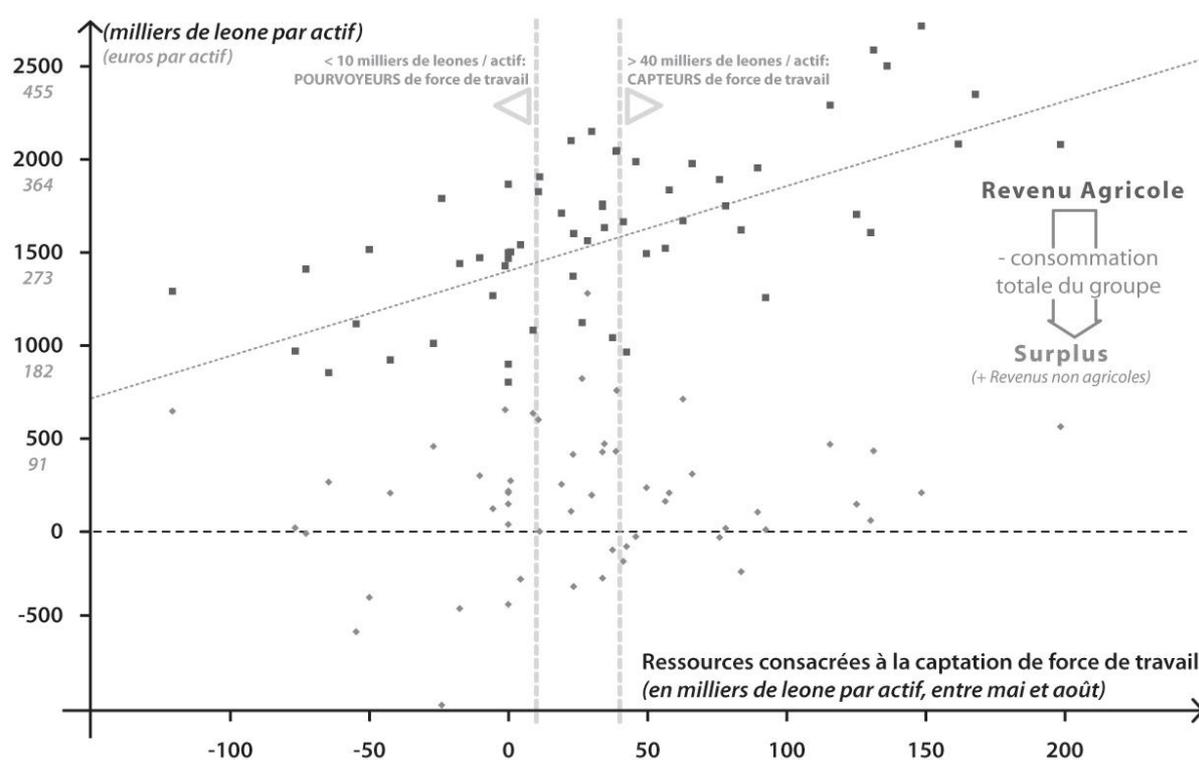


Figure 3: Revenu Agricole et Surplus par actif domestique en fonction des ressources consacrées par actif domestique pour la captation de force de travail entre mai et août

Stratégies d'accumulation hybride : productive et viagère

L'essentiel de ce RA est utilisé, comme on l'a vu, à l'alimentation (autoconsommation et achat de vivrier) des membres de l'unité de production. Si l'on retranche au RA total de

¹⁷ Pour un même niveau de dépense dans la captation de force de travail on observe des variations liées aux différences d'assolements, de prix de vente différents ou encore d'équilibre entre hommes et femmes au sein des unités.

l'unité de production/consommation la somme minimum nécessaire à la subsistance de tous ses membres¹⁸ et qu'on ajoute les revenus non-agricoles, on obtient le « surplus » de chaque unité de production.

La figure 3 indique la faiblesse générale du niveau des surplus. Quelques unités, à la fois bien dotées en ressources et ayant peu de personnes à charge par actif, dégagent un surplus significatif (environ 135 € / actif et par an) mais plus nombreuses sont celles dont le surplus est faible (inférieur à 40 €), voire négatif. Pour ces dernières, la solidarité des réseaux de parenté et de voisinage peut aider à passer une année exceptionnellement difficile. Mais lorsque le hiatus entre capacité productive et nombre de bouches à nourrir devient structurel, les unités de production/consommation éclatent : divorce des épouses qui rejoignent avec leur progéniture un autre foyer, placement d'enfants chez un oncle plus prospère ou encore par la fuite des jeunes actifs vers les mines ou vers Freetown.

Parmi les unités qui dégagent un surplus, la moyenne se situe autour de 60 € / actif et par an. Il faut comparer ce chiffre à la valeur des biens matériels auxquels les paysans aspirent aujourd'hui dans les campagnes sierra-léonaise. Un homme mûr se doit de posséder une maison « moderne », c'est-à-dire avec un toit en tôles ondulées, dont le coût moyen s'élève à 363,6 €. Pour acquérir ce bien, les paysans se regroupent en tontines (*hosusu*) et épargnent 5 à 10 ans. Les bonnes années, une minorité de paysans pourra également se procurer une chèvre (entre 18 et 36 €). Une moto 125 cc, moyen de transport précieux pour aller chercher les meilleurs prix sur les marchés régionaux, vaut plus de 900 € et reste hors de portée des paysans.

Même pour la catégorie des paysans la mieux dotée en ressources productives, le niveau des surplus interdit donc l'accès à des moyens de production plus performants et ne permet pas d'envisager un processus d'accumulation significatif. Non seulement le nombre de journées captées reste marginal au regard du travail fourni par les actifs de l'unité de

¹⁸ Il s'agit ici du nombre réel et non plus un nombre moyen de consommateurs de chaque unité.

production mais encore la productivité journalière du travail restant très faible, le surproduit issu de la captation de journées de travail ne représente qu'une faible part du revenu, même des unités de production les plus prospères.

Outre la faiblesse des surplus que dégagent les unités de production/consommation, la figure 3 indique également que, contrairement au RA total, le surplus n'est pas corrélé à la quantité des ressources engagées dans la captation de journées de travail. Les unités de production qui captent de la force de travail ne dégagent pas un surplus supérieur à celles qui en cèdent. Cette situation s'explique par des différences dans le nombre de bouches à nourrir par actif. En moyenne, en effet, le rapport consommateurs / actif est de 1,9. Mais dans certaines unités ce rapport chute à moins de 1,5 (par exemple un couple avec 2 enfants) tandis que dans d'autres il grimpe au-delà de 2,5 (un couple avec 6 enfants).

Ces disparités ne sont pas le produit d'une différence de croît démographique endogène aux unités de production¹⁹. Elles résultent de réarrangements permanents au travers, notamment, de la circulation des enfants entre unités. Comme dans un grand nombre de sociétés paysannes (Lallemand 1993), les rejetons ne sont en effet pas élevés systématiquement par leurs géniteurs ou pas seulement par eux. Une enquête que nous avons menée auprès de 148 femmes adultes révèle que sur leurs 223 rejetons encore à charge d'un adulte (enfants et adolescents célibataires), 61 d'entre eux (27%) sont élevés dans une autre unité que celle de leur génitrice. A l'opposé, ces 148 femmes adultes élèvent 72 enfants (30% des enfants à leur charge) nés hors de leurs unités respectives²⁰. Comme ailleurs en Sierra Leone (Bledsoe et al., 1989), les femmes âgées, notamment les grands-mères maternelles, sont les principales bénéficiaires de cette circulation. Nourrir au quotidien un enfant n'est pas la seule manière de contribuer à sa formation : on peut également fournir l'argent et le riz

¹⁹ Comme c'est le cas, par exemple, dans le modèle de la famille paysanne de Tchayanov (1990).

²⁰ C'est une estimation basse du phénomène qui correspond aux cas de changement de résidence de l'enfant. Entre les marmites d'une même unité de résidence, la circulation des enfants est plus discrète et encore plus réversible. Ces chiffres sont par ailleurs cohérents avec les résultats d'autres enquêtes réalisées en Sierra Leone. Chez les mende de l'est du pays, entre 30 et 45 % d'enfants sont « fosterés » (Bledsoe & Isiugo-Abanihe 1989, Isaac & Conrad 1982).

nécessaire à son initiation ou encore participer aux frais de sa scolarisation.

Sans exclure la dimension affective, les grands-mères concernées décrivent explicitement l'énergie et les ressources qu'elles consacrent à élever ces enfants comme un investissement. Quand elles se plaignent d'enfants qui ne donnent pas « *de nouvelles* » depuis leur départ à Freetown, elles leur reprochent de ne recevoir ni argent, ni riz, ni vêtements. De la même manière, elles disent d'un enfant décédé avant d'avoir pu travailler ou d'un adolescent qui a fui sans « *dire au-revoir* », qu'il est « *gâté* », comme pour une récolte ou n'importe quel autre investissement perdu.

Dans la mesure où une partie du revenu agricole sert, non pas à la captation immédiate de force de travail mais à la formation d'individus pré-productifs, c'est-à-dire à la formation d'énergie de travail dont la jouissance est reportée, donc incertaine, mais potentiellement inscrite sur plusieurs années, voire sur plusieurs générations, on peut parler de stratégies d'accumulation hybrides : productive et viagère. Ces deux stratégies, captation de journées de travail d'une part, adoption de futurs actifs d'autre part, qui se développent à des pas de temps différents, sont en partie contradictoires : la part du RA « mangée » par les enfants non productifs est indisponible pour la captation immédiate de journées de travail. En partie seulement car c'est bien la captation de travail et l'appropriation d'un surproduit qui autorisent la captation de cette énergie de travail en devenir et la consolidation de l'unité de production.

Conclusion

L'évolution du rapport population / ressource, sur laquelle se focalise les analyses aussi bien de Malthus que de Boserup, ne permet pas de comprendre à elle seule les processus d'intensification des pratiques agricoles et de baisse de la productivité journalière du travail dans les paysanneries à très faible niveau de capital. En ré-intégrant la tendance générale à leur intégration économique dans des conditions défavorables et la marchandisation des rapports sociaux qui en résulte on peut donner une image plus fidèle des dynamiques

historiques qui explique le développement de la crise de ces agricultures.

Cela n'implique pas que les dynamiques agro-écologiques ne jouent aucun rôle et que l'intégration des paysanneries africaines au marché mondial se traduisent mécaniquement par la différenciation en classe ou par la prolétarianisation de la paysannerie africaine. Nous avons montré au contraire que face à la crise des agricultures manuelles africaines, caractérisées par une très faible productivité du travail les producteurs mettent en place des stratégies socio-économique complexes. La situation de certaines unités de production leur permet de développer des stratégies d'accumulation, certes limitée, de capital productif à court terme. Parallèlement, elles continuent de mettre en place des stratégies à long terme de captation d'individus pré-productifs. La plupart des unités de production se trouvent dans l'incapacité de développer l'une ou l'autre de ces stratégies et luttent pour leur simple survie.

Dans les prochaines années, l'intégration économique des paysanneries sierra léonaises pourrait connaître une nouvelle phase d'accélération. En témoignent les grands projets agro-industriels et la contractualisation de l'agriculture que cherche à développer le gouvernement sierra-léonais (Baxter 2011, MAFFS 2009 : 34). Ces paysanneries, marginalisées et aujourd'hui menacées d'être dépossédées de leur terre, semblent destinées à jouer le rôle de fournisseurs de denrées et force de travail bon marché pour le capital des mines ou de l'agro-business. La situation qui émerge évoque plus les *enclosures* que la *koulakisation* (Kenney-Lazar 2011).

Références.

- Alie J.A.D. (1990). *A new history of Sierra Leone*. Londres, Macmillan, 300 p.
- Aubréville A. (1949). *Climats, forêts et désertification de l'Afrique tropicale*. Paris, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 352 p.
- Baxter J. (2011). *Understanding Land Investment Deals in Africa. Country Report, Sierra Leone*. Oakland, The Oakland Institute, 50 p.
- Bernstein H. (2010). *Class dynamics of agrarian change*. Halifax, Fernwood Publishing, 150 p.
- Blanc-Pamard C. (1979). *Un jeu écologique différentiel : les communautés rurales du contact forêt-savane au fond du « V Baoulé » (Côte d'Ivoire)*. Paris, ORSTOM, 313 p.

- Bledsoe C.H., Isiugo-Abanihe U. (1989). Strategies of Child Fosterage among mende Grannies in Sierra Leone. In Lesthaeghe R.J. (dir.), *Reproduction and Social Organization in sub-Saharan Africa*. Berkeley, University of California Press, p.442-474.
- Boserup E. (1965). *The conditions of agricultural growth : the economics of agrarian change under population pressure*. Londres, Georges Allen & Unwin, 124 p.
- Cochet H. (2004). Agrarian dynamics, population growth and resource management: The case of Burundi. *GeoJournal*, vol. 60 (2), p.111–122.
- Cochet H. (2011). *L'agriculture comparée*. Versailles, Quae, 159 p.
- Cochet H. (2012). The 'systeme agraire' concept in francophone peasant studies. *Geoforum* 43, p.128–136.
- Deveneaux G.K. (1973). *The political and social impact of the colony in the Northern Sierra Leone 1821-1896*. Thèse Boston University, 439 p.
- Fairhead J., Leach M. (1996). *Misreading the African Landscape: Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*. Cambridge, Cambridge University Press, 392 p.
- Isaac, B.L., Conrad, S.R.. (1982). Child fosterage among the Mende of Upper Bambara chiefdom, Sierra Leone: rural-urban and occupational comparisons. *Ethnology* vol. 21 (3), p.243–257.
- Jouve P. (2006). Transition agraire : la croissance démographique, une opportunité ou une contrainte ? *Afrique contemporaine* vol. 217 (1), p.43-54.
- Kautsky K., (1988 [1899]). *The Agrarian Question*. Londres, Zwan publications, 459 p.
- Kenney-Lazar, M. (2011). Dispossession, semi-proletarianization and enclosure: private accumulation and the land grab in Laos. Conference on Global Land Grabbing, LDPI / University of Sussex, 6-8 avril 2011.
- Lallemand, S. (1993). *La circulation des enfants en société traditionnelle: prêt, don, échange*. Paris, L'Harmattan, 223 p.
- Levi, J. (1974). *African agriculture misunderstood: policy in Sierra Leone*, Stanford, Food Research Institute, Stanford University, 262 p.
- MAFFS (2009). *National Sustainable Agriculture Development Plan 2010-2030.Sierra Leone's Comprehensive African Agriculture Development Programme*. Freetown, Ministry of Agriculture Forestry and Food Security, 43 p.
- Malthus T.R. (1970 [1798]). *An essay on the principle of population*. Londres, Penguin Books, 291 p.
- McCulloch M. (1964). *The Peoples of Sierra Leone Protectorate*. Londres, International African Institute, 102 p.
- Meillassoux, C. (1975). *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, Maspero, 254 p.
- Paul, J.-L. (2003). *Anthropologie historique des Hautes Terres de Tanzanie orientale: Stratégies de peuplement et reproduction sociale chez les Luguru matrilineaires*. Paris, Karthala, 344 p.
- Pillot D. (1993). *Paysans, Systèmes et Crise – Travaux sur l'agraire haïtien, Tome 2, Stratégies et logiques sociales*. Pointe-à-Pitre/Port-au-Prince, SACAD/FAMV, 298 p.
- Pollini J. (2012). Understanding Agricultural Intensification on a Forest Frontier in Madagascar. Elements of a Malthusian / Boserupian Synthesis. In Sumberg J., Thompson J. *Contested Agronomy: Agricultural Research in a Changing World*. Londres, Taylor & Francis, 220 p.
- Richards, P. (1996). *Fighting for the rain forest*. Oxford, James Currey, 216 p.
- Riddell, J.B. (1970). *The spatial dynamics of modernization in Sierra Leone: structure, diffusion, and response*. Evanston, Northwestern University Press, 142 p.
- Sébillotte, M. (1977). Jachère, système de culture, système de production. *Journal d'Agriculture Tropicale et de Botanique Appliquée (JATBA)*, vol. 24 (2-3), p.241-264.
- Sibanda, M.J.M. (1979). Dependency and Underdevelopment in Northwestern Sierra Leone, 1896-1939, *African Affairs* 78 : pp.481–492.
- Statistics Sierra Leone (2006). Population and housing census. Final Results. Freetown, Statistics Sierra Leone, 11 p.

Stromgaard, P.. (1990). Effects of mound-cultivation on concentration of nutrients in a Zambian miombo woodland soil. *Agriculture, ecosystems & environment*, vol. 32 (3), p.295–313.

Tchayanov, A.V. (1990 [1925]). *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 344 p.

White F. (1981), « Carte de végétation de l'Afrique : échelle 1:5 000 000. », Paris, Unesco.

Zack-Williams, A.B. (1982). Merchant Capital and Underdevelopment in Sierra Leone. *Review of African Political Economy* 25, p.74–82.